

– POLITIQUE VIE PRIVÉE –

LEROY & PARTNERS

<i>LEROY & PARTNERS et vos données personnelles</i>	2
I. INTRODUCTION ET PRÉSENTATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT	2
II. LES TRAITEMENTS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	3
A. QU'EST-CE QU'UN TRAITEMENT ?	3
III. QUELLES SONT LES CATÉGORIES DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL QUE NOUS TRAITONS ET COMMENT LES OBTENONS-NOUS ?	4
B. LA COLLECTION DE DONNÉES AU SEIN DE LEROY & PARTNERS	4
C. LES DONNÉES PERSONNELLES TRAITÉES PAR LEROY & PARTNERS	4
D. DONNÉES COLLECTÉES AUTOMATIQUÉMENT VIA L'UTILISATION DE COOKIES ET D'AUTRES TECHNOLOGIES (PIXEL)	7
E. CATÉGORIES DE DONNÉES PARTICULIÈRES AU SENS DU RGPD	7
a) Type de données particulières	7
b) Comment LEROY & PARTNERS peut-il donc traiter ce type de données (exception à l'interdiction) ?	8
F. DONNÉES À CARACTÈRE NON PERSONNEL	8
IV. LÉGALITÉ DU TRAITEMENT	9
V. LES FINALITÉS DU TRAITEMENT	10
A. LE RESPECT DE NOS OBLIGATIONS LÉGALES	10
B. DANS LE CADRE DE NOTRE RELATION CONTRACTUELLE	10
C. MISSIONS D'OFFICIER MINISTÉRIEL	11
D. LE CONSENTEMENT	11
E. DANS LE CADRE DE NOS INTÉRÊTS LÉGITIMES	11
a) Equilibre entre nos intérêts légitimes et vos droits et libertés	12
b) Finalités pour lesquelles nous traitons vos données sur base de nos intérêts légitimes	13
F. LES TRAITEMENTS NON PRÉVUS ET LA COMPATIBILITÉ AVEC LES TRAITEMENTS ACTUELS	13
VI. COMBIEN DE TEMPS GARDONS-NOUS VOS DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ?	14
<i>Vos droits au regard du RGPD</i>	15
VII. VOS DROITS	15
A. DROIT D'ACCÈS ET COPIE	15
B. DROIT DE RECTIFICATION	15
C. DROIT À L'OUBLI	15
D. LE DROIT À LA PORTABILITÉ	16
E. DROIT À LA LIMITATION DU TRAITEMENT	16
F. DROIT D'OPPOSITION	16
G. DROIT DE RETIRER VOTRE CONSENTEMENT	17
H. DROIT DE NE PAS FAIRE L'OBJET D'UN TRAITEMENT AUTOMATISÉ, Y COMPRIS LE PROFILAGE	17
VIII. COMMENT EXERCER VOS DROITS ?	17
A. DEMANDE	17
B. IDENTIFICATION	17
C. DANS QUEL DÉLAI RÉPONDONS-NOUS ?	18
<i>Généralités</i>	19
IX. SÉCURITÉ DES DONNÉES	19
X. TRANSFERT À DES PARTIES TIERCES	20
XI. CONTACT, MODIFICATION, DROIT APPLICABLE ET DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES	21
XII. RÉCLAMATION ET PLAINTÉ AUPRÈS DE L'AUTORITÉ DE PROTECTION DES DONNÉES OU DES TRIBUNAUX BELGES	22

LEROY & PARTNERS et vos données personnelles

I. Introduction et présentation du responsable de traitement

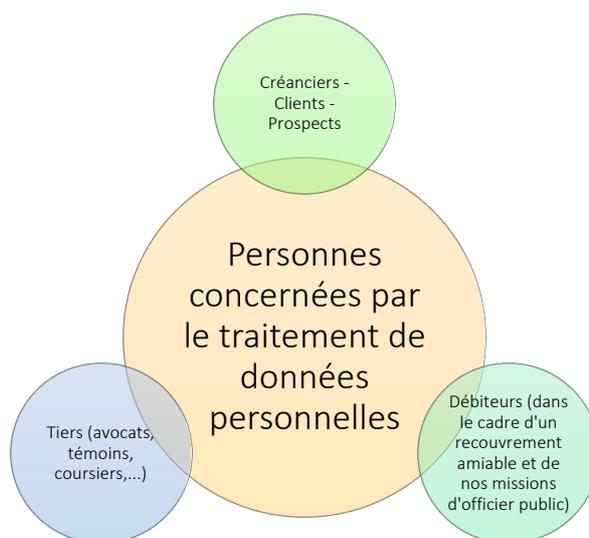
La présente politique de vie privée est établie par la Société SCRL Leroy & Partners, Etude d'huissiers, dont le siège social est sis Avenue de la Couronne 358 à 1050 Bruxelles, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le N°451.828.968

LEROY & PARTNERS (ci-après « nous », « notre/nos », « LEROY & PARTNERS ») est une étude d'huissiers fondée en 1957, qui traite des missions qui lui sont dévolues par le Code judiciaire (articles 519 et suivants), en ce compris les missions de recouvrement amiable, c'est-à-dire le recouvrement de créances en dehors de toute décision de justice.

Cette politique a pour objectif de vous expliquer comment nous collectons, utilisons et conservons vos données à caractère personnel. Il est important que vous compreniez que la protection des données et le respect de votre vie privée sont des valeurs essentielles pour nous et nous nous engageons à traiter et protéger les données à caractère personnel de tous. D'ailleurs, si vous souhaitez réagir à l'une des pratiques décrites dans cette politique, n'hésitez pas à nous contacter.

Nous entendons par « donnée à caractère personnel » toutes les données à caractère personnel vous concernant, c'est-à-dire toute information qui permet de vous identifier directement ou indirectement en tant que personne physique.

Dans le cadre de nos activités — tant dans le cadre de nos activités d'officier ministériel que dans le cadre de nos activités de recouvrement amiable — nous sommes amenés à traiter des données à caractère personnel de plusieurs types de personnes.



Cette politique s'inscrit dans notre souhait d'agir en toute transparence, dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après dénommée la « loi sur la protection de la vie privée ») et du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après dénommé le « règlement général sur la protection des données »).

Dans le cadre des traitements de données, LEROY & PARTNERS aura toujours la qualité de responsable de traitement.

II. Les traitements de données à caractère personnel

Notre activité nous impose d'être extrêmement précis quant au traitement de données que nous réalisons que ce soit dans le cadre de nos activités de recouvrement ou d'officier public. Pour ce faire, les données que nous traitons (voyez [infra](#)) peuvent être enrichies via des données disponibles publiquement.

A. Qu'est-ce qu'un traitement ?

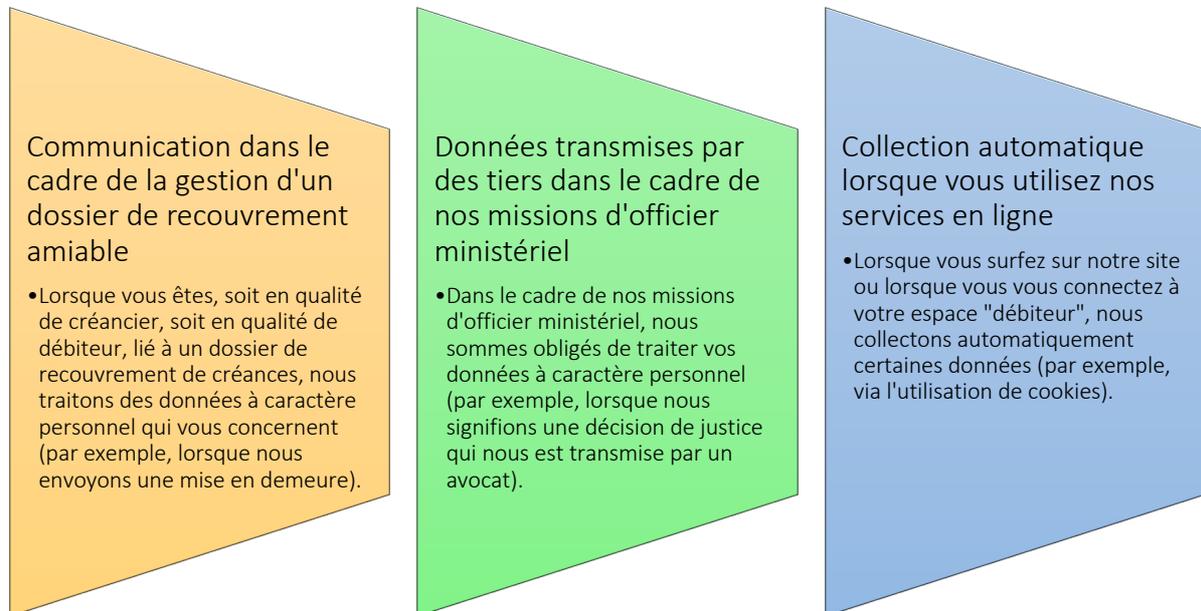
Un traitement est « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel. »

Ces traitements couvrent les actions suivantes.



III. Quelles sont les catégories de données à caractère personnel que nous traitons et comment les obtenons-nous ?

B. La collection de données au sein de LEROY & PARTNERS



C. Les données personnelles traitées par LEROY & PARTNERS



Nos activités de recouvrement et nos activités d'officier public nous amènent à disposer de quantités de données à caractère personnel qui concernent nos créanciers et/ou débiteurs. Nous avons repris ci-après l'ensemble des données que nous traitons, précision faite de ce que notre objectif n'est évidemment pas d'entrer dans la vie privée des personnes qui sont

concernées par les dossiers mais que nous sommes obligés, de par notre activité de traiter celles-ci. A titre d'exemple, lors du recouvrement d'une redevance de stationnement impayée, nous sommes informés de votre plaque d'immatriculation.

Données personnelles traitées par LEROY & PARTNERS

Données d'identification personnelles : nom, titre, adresse (privée, professionnelle), adresses antérieures

Données de contact électroniques : adresse email, numéro de téléphone.

Données d'identification : numéro de registre national

Données d'identification, émises par les services publics, autres que le numéro de registre national : numéro de carte d'identité, de passeport, de permis de conduire, de pension, de plaque d'immatriculation

Données d'identification électroniques : adresses IP, cookies, moments de connexion, etc.

Données d'identification financières : numéros d'identification et de comptes bancaires, numéros de cartes de crédit ou de débit

Revenus, possessions, investissements, revenus totaux, revenus professionnels, épargne, date de début et de terme de placements, revenus d'investissements, charges sur les actifs

Dettes, dépenses : dépenses totales, dépenses pour le loyer, prêts, hypothèques et autres formes de crédit

Solvabilité – appréciation des revenus, du statut financier, de la solvabilité

Emprunts, hypothèques et crédits : type d'emprunt, montant emprunté, solde restant dû, date de début, durée, taux d'intérêt, aperçu des paiements, détail des garanties

Allocations, aides, dons, subventions

Détails relatifs aux assurances : type d'assurance, détail des risques couverts, montants assurés, période de couverture, date d'échéance, paiements effectués ou recus et paiements non effectués ou non recus, état du contrat

Détails relatifs à la pension : date d'entrée dans le système de pension, type de système, date de sortie du système, paiements reçus et effectués, options, bénéficiaires

Transactions financières : montants dus et payés par la personne fichée, crédit alloué, avals, modes de paiement, aperçu des paiements, dépôts et autres garanties

Compensation : détails des compensations exigées, montants payés ou autres formes de compensation

Activités professionnelles de la personne fichée : type d'activité, nature des biens ou des services utilisés ou fournis par la personne fichée, relations d'affaires

Conventions et accords : détails des accords ou des conventions commerciales, accords de représentation ou de conventions juridiques, détails relatifs aux agents

Licences détenues

Détails personnels : âge, sexe, date de naissance, lieu de naissance, état civil et nationalité

Statut d'immigration : détails du visa, permis de travail, restrictions de résidence ou de déplacement, conditions particulières liées au droit de séjour

Habitudes : consommation de tabac, d'alcool

Style de vie : détails concernant la consommation de biens ou de services, comportement de l'individu ou de sa famille

Détails des voyages et déplacements : informations concernant les séjours et déplacements effectués, visas de voyage, permis de travail

Contacts sociaux : amis, associés, relations autres que la famille proche

Possessions : terrains, propriétés ou autres possessions

Mandats publics détenus : fonctions à l'échelon communal, provincial, régional, communautaire ou fédéral, participation à des comités publics ou groupes de travail ou de réflexion

Plaintes, incidents ou accidents : informations relatives à un accident, un incident ou une plainte impliquant la personne fichée, nature des dommages ou blessures, personnes impliquées, témoins

Opinions concernant la personnalité ou le caractère (indications dans le dossier de cas de violence)

Mariage ou forme actuelle de cohabitation : nom de l'épouse ou de la partenaire, nom de jeune fille de l'épouse ou de la partenaire, date du mariage, date du contrat de vie commune, nombre d'enfants

Historique marital : détails concernant les mariages ou unions précédents, divorces, séparations, noms des partenaires précédents

Détails sur les autres membres de la famille ou du ménage : enfants, personnes à charge, autres membres du ménage, collatéraux, parents et ascendants

Des suspicions et mises en accusation: suspicion d'infractions ou d'association de malfaiteurs connus. Enquêtes ou actions en justice (civiles ou pénales), entamées par ou à l'encontre de la personne fichée

Des condamnations et des peines

Des mesures judiciaires : mise sous tutelle, sous administration provisoire, internement, collocation

Détails des biens et services fournis, prêtés ou loués à la personne fichée

Détails des biens et services fournis, prêtés ou loués par la personne fichée

Adresse du logement : type de logement, bien propre ou loué, durée de séjour à cette adresse, loyer, charges, classification de l'habitation, détails de valorisation, noms des détenteurs des clefs

Etat de santé physique : dossier médical, rapport médical, diagnostic, traitement, résultat d'analyse, handicap ou infirmité, régime ; autres exigences de santé particulières concernant la gestion d'un voyage ou d'un logement

Situations et comportements à risques (dans le cadre des visites domiciliaires)

Emploi actuel : employeur, titre et description de la fonction, grade, date de recrutement, lieu de travail, spécialisation ou type d'entreprise, modalités et conditions de travail, fonctions antérieures et expérience précédente auprès de l'employeur actuel

Salaire : paiements et retenues, salaire, commissions, bonus, dépenses, gratifications, avantages, prêts, taxes retenues, prélèvements pour la pension, cotisation syndicale, méthodes de paiement, date de la dernière augmentation salariale

Affiliation à un syndicat ou à un groupement assimilé, fonctions occupées

Films, photographies, enregistrements vidéo, photos numériques (plaques de voiture)

Enregistrement sur bande sonore, enregistrement téléphonique...

D. Données collectées automatiquement via l'utilisation de cookies¹ et d'autres technologies (Pixel)

Informations relatives à la connexion	Adresse IP
Informations relatives au navigateur	Type de navigateur, moment, fréquence et durée de l'utilisation
Appareil utilisé ou application utilisée	
Configuration personnelle	Langue, préférences,...
Données de localisation	Si vous avez activé cette fonctionnalité, nous pouvons approximativement vous localiser

E. Catégories de données particulières au sens du RGPD

Le principe concernant les données dites particulières est l'interdiction de traitement.

a) Type de données particulières

-  Données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique
-  Les données concernant la santé
-  Les données génétiques
-  Les données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique
-  L'appartenance syndicale
-  Données permettant de connaître l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques



b) *Comment LEROY & PARTNERS peut-il donc traiter ce type de données (exception à l'interdiction) ?*

Il existe plusieurs cas de figure dans lesquels nous pouvons traiter ce type de données particulières mais nous ne traiterons ce type de données que si :



Le traitement porte sur des données à caractère personnel que vous avez manifestement rendues publiques ;



Le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice.

Ces données peuvent être traitées dans le cadre de dossiers de récupération de créances liées à des frais médicaux. Celles-ci ne seront toutefois pas réutilisées pour une autre finalité.

F. Données à caractère non personnel

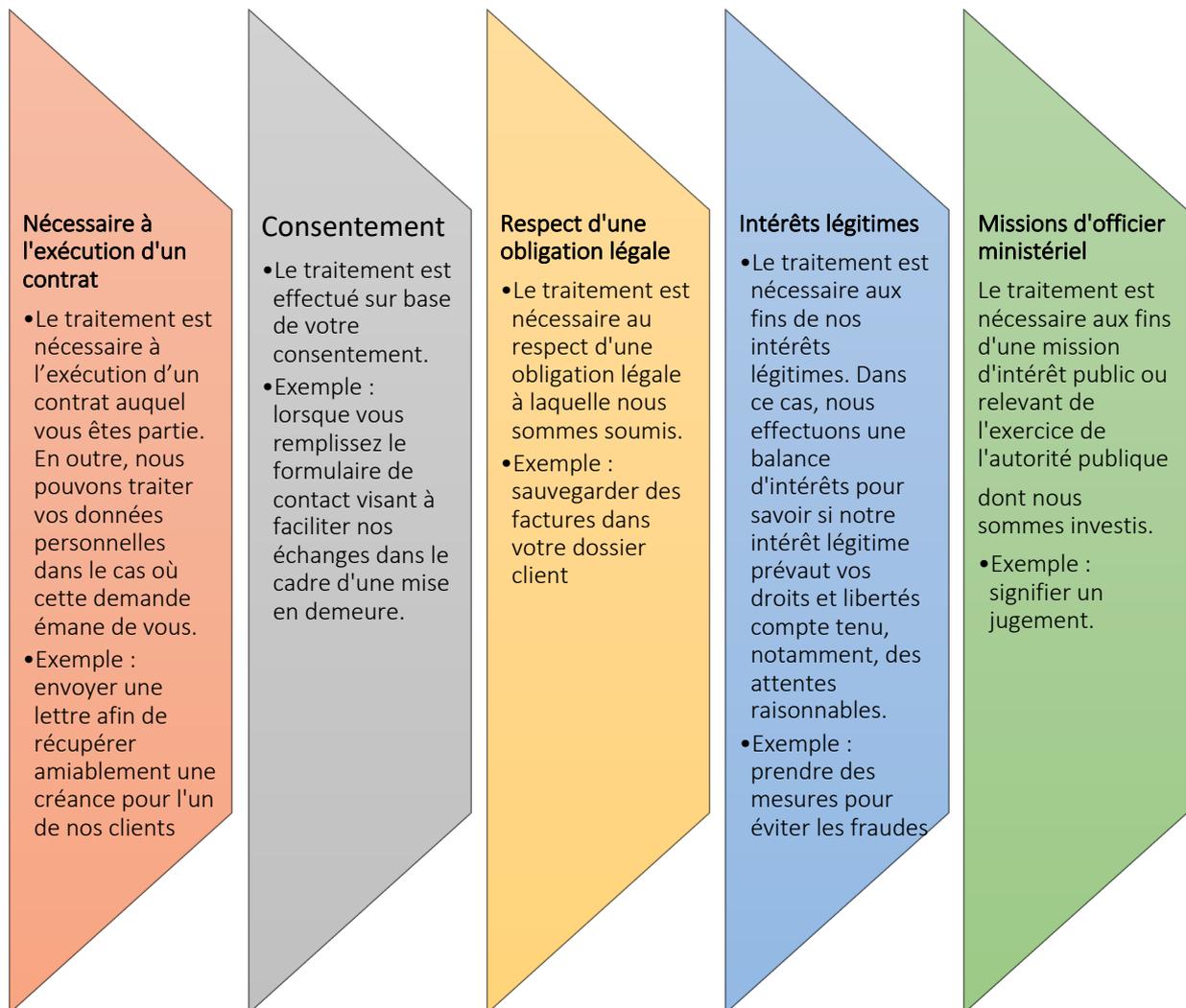
Il peut arriver que nous collections des données à caractère non personnel. Ces données sont qualifiées de données à caractère non personnel car elles ne permettent pas de vous identifier directement ou indirectement.

Celles-ci pourront dès lors être utilisées à quelque fin que ce soit.

IV. Légalité du traitement

Le RGPD autorise le traitement de données à caractère personnel à condition qu'il soit fondé sur une des bases légales y consacrée.

Dans le cadre de ses activités, cinq bases légales peuvent permettre à LEROY & PARTNERS de justifier le traitement qu'elle fait de données à caractère personnel.



V. Les finalités du traitement

Nous collectons et traitons vos données à caractère personnel pour certaines finalités que nous décrivons ci-dessous. Nous avons déterminé ces finalités et veillons à ce que seules les données à caractère personnel nécessaires et pertinentes – dans le respect du principe de minimisation des données² – fassent l'objet d'un traitement.

A. Le respect de nos obligations légales

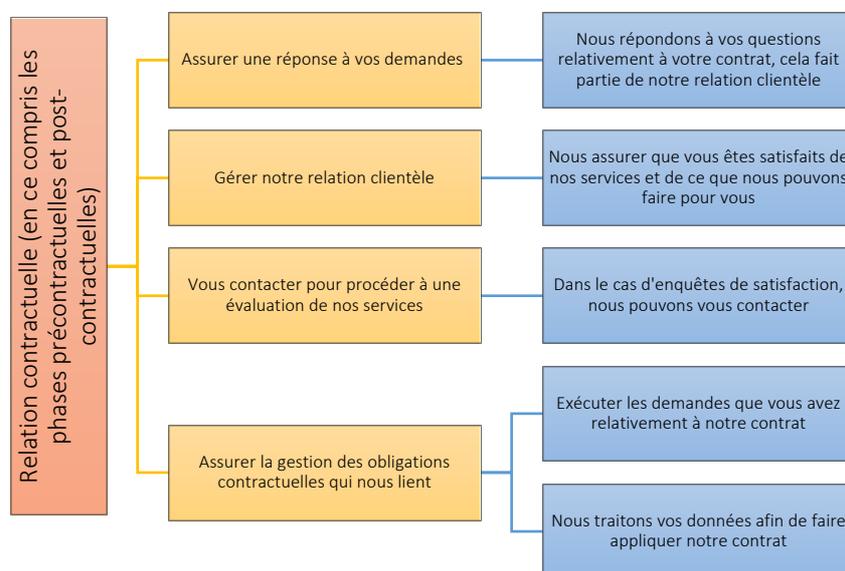
Dans certains cas nous sommes obligés de traiter vos données à caractère personnel dans le cadre d'obligations légales ou lorsque nous collaborons avec les autorités compétentes.

Par exemple, les cas de gestion des comptes tiers qui sont légalement organisés.

B. Dans le cadre de notre relation contractuelle

Lorsque nous avons une relation contractuelle, par exemple, lorsque vous nous confiez la récupération de créances de vos débiteurs, nous traitons vos données à caractère personnel pour satisfaire à nos obligations contractuelles et pour remplir la mission que vous nous avez fixée.

Afin d'exécuter notre contrat, nous traitons vos données à caractère personnel pour les finalités suivantes :



² En suivant ce Principe, nous devons faire en sorte que toutes les données que nous collectons soient adéquates, pertinentes et limitées, à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles nous traitons vos données.

C. Missions d'officier ministériel

Nous exerçons des missions, pour la plupart de service public, qui sont toutes reprises dans la loi et plus précisément, dans le code judiciaire (art. 519 et suivants). Nous traitons donc vos données dans ce cadre. Nous avons remis ci-dessous une liste non exhaustive des traitements que nous serions amenés à effectuer dans le cadre de nos missions de service public.

PV de constat	Surveillance de concours, lotteries	Recherches liées à la solvabilité du débiteur	Signification de décisions de justice ou encore de titres exécutoires notariaux (grosses)
Cantonnements	Ventes publiques judiciaires	Saisies mobilières	Saisies arrêts
Significations d'exploits divers	Saisies immobilières	Procédures d'expulsion	Séquestres

D. Le consentement

Dans un cas bien particulier, nous traitons vos données sur base de votre consentement. Lorsque vous remplissez le formulaire de contact à l'occasion d'une mise en demeure, nous vous demandons de nous fournir vos données pour pouvoir vous contacter afin de faciliter l'apurement de vos dettes. Nous ne traitons vos données à caractère personnel sur base de votre consentement que dans le cadre de ce formulaire de contact, pour faciliter nos échanges. Vous n'êtes pas obligés de nous fournir ces données et vous pouvez retirer votre consentement à tout moment.

E. Dans le cadre de nos intérêts légitimes

Les intérêts légitimes ne sont pas définis dans le RGPD de sorte que chaque entreprise doit les définir sur base de son activité et de ses besoins tout en maintenant une proportion entre ses intérêts légitimes et vos droits et libertés.

En tant que société dont l'activité est, outre celle relevant de la qualité d'officier ministériel, le recouvrement de créances, nous sommes amenés à traiter des données à caractère personnel.

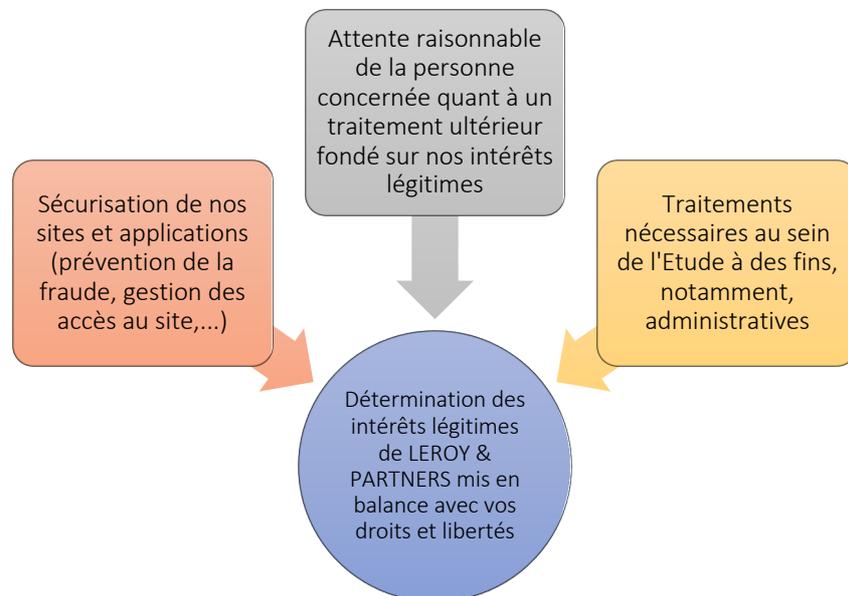
Le traitement des données personnelles fait dans ce cadre relève de notre intérêt légitime en tant que professionnel du recouvrement.

a) *Equilibre entre nos intérêts légitimes et vos droits et libertés*

Le RGPD impose que lorsque nous traitons vos données à caractère personnel, nous mettions en balance vos droits et intérêts avec nos intérêts légitimes.

Il est important que vous compreniez les raisons pour lesquelles nous estimons que nous pouvons traiter vos données à caractère personnel sur base de nos intérêts légitimes.

Nous voulons dès lors vous informer quant aux différents critères que nous utilisons pour estimer que nous pouvons traiter vos données à caractère personnel sur base de nos intérêts légitimes.



b) *Finalités pour lesquelles nous traitons vos données sur base de nos intérêts légitimes*

La transmission de vos données à nos sous-traitants dans le cadre de nos activités

Le suivi de gestion des paiements

La réception des visiteurs et des entrées dans le bâtiment

Pour nos clients, toute la gestion de notre relation contractuelle qui ne rentre pas directement dans l'exécution de notre contrat

L'identification et la gestion des personnes sur notre site web

La préservation de la sécurité des biens et des personnes, la lutte contre la fraude ou les tentatives d'intrusion, d'abus ou d'autres infractions

La formation de notre personnel à travers l'utilisation de situations réelles à titre illustratif (nous essayons, autant que faire se peut, d'anonymiser vos données à caractère personnel)

La gestion des caméras

La réception des actes judiciaires

La conservation d'une liste des clients ne souhaitant plus être contactés

L'amélioration des services existants et de l'expérience des utilisateurs

La gestion de notre comptabilité

La gestion de vos demandes liées à l'application de vos droits

La constatation, l'exercice, la défense et la préservation de nos droits

F. *Les traitements non prévus et la compatibilité avec les traitements actuels*

Dans le cas où nous serions amenés à effectuer des traitements pour des finalités qui ne sont pas encore prévues dans cette politique, nous pouvons utiliser vos données personnelles dès lors que ces finalités sont compatibles avec les finalités pour lesquelles nous avons collecté initialement ces données.

Dans ce cas, nous tenons notamment compte de tout lien entre les finalités initiales, les finalités ultérieures et le contexte (notre relation, la nature des données ainsi que les conséquences pour vous) dans lequel les données ont été récoltées.

VI. Combien de temps gardons-nous vos données à caractère personnel ?

En sa qualité d'huissier, l'Etude est soumise à la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

Cette loi prévoit en ses articles 60 et suivants un délai de conservation des données de 10 ans à « dater de l'exécution de l'opération ».

Nous avons donc décidé de garder vos données personnelles pendant 12 ans.

Après 10 ans, nous archivons en effet vos données de manière intermédiaire afin que nous puissions encore y avoir accès dans le cas où nous ferions l'objet d'une demande de la part de l'administration publique.

2 ans après cet archivage (le temps de mettre en place la destruction), vos données papier et informatiques seront complètement supprimées de nos systèmes.

Au terme de l'écoulement de la période de rétention, nous mettons tout en œuvre pour vous assurer que vos données personnelles ont bien été rendues indisponibles et inaccessibles.

Vos droits au regard du RGPD

VII. Vos droits

Vos droits au sens de la réglementation vous permettent de garder la maîtrise de ce que nous faisons de vos données à caractère personnel.

Droit d'accès, d'information et de copie des données

Droit de rectification des données

Droit de s'opposer au traitement

Droit à l'effacement (droit à l'oubli)

Droit de limitation du traitement

Droit à la portabilité des données

Droit de retirer votre consentement

Droit à ne pas faire l'objet d'une décision automatisée

A. Droit d'accès et copie

Ce droit d'accès aux données que nous possédons à votre égard s'applique pour toutes les finalités reprises ci-dessus.

Ce droit vous permet notamment de nous demander si nous traitons vos données à caractère personnel, à quelles fins, les catégories de données concernées, ainsi que les destinataires de vos données.

Vous pouvez également nous demander une copie de l'ensemble des données à caractère personnel que nous traitons et qui vous concerne.

B. Droit de rectification

Vous possédez également un droit de rectification vous permettant de nous demander, à tout moment, de modifier les informations qui sont inexactes, incomplètes ou obsolètes.

C. Droit à l'oubli

Vous pouvez obtenir l'effacement de vos données à caractère personnel lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- Les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités du traitement ;
- Vous retirez votre consentement quant au traitement de vos données et nous ne basons ce traitement que sur la base juridique de votre consentement ;
- Vous vous [opposez](#) au traitement ;
- Nous avons traité vos données à caractère personnel de manière illicite ;
- Dans le cas où les données que nous possédons sont incomplètes, inexactes ou obsolètes ;
- Nous devons effacer vos données à caractère personnel afin de respecter une obligation légale (du droit de l'Union ou du droit de l'État membre) auquel nous sommes soumis.

D. Le droit à la portabilité

Dans le cas où nous traitons vos données à caractère personnel sur base d'un contrat ou de votre consentement et que le traitement est effectué via des procédés automatisés, vous pouvez nous demander de vous transférer l'ensemble de vos données à caractère personnel ou encore de les transférer à un autre responsable de traitement.

E. Droit à la limitation du traitement

Dans certains cas, vous pouvez aussi nous demander de limiter le traitement de vos données à caractère personnel.

Les situations dans lesquelles vous pouvez nous demander de limiter le traitement de vos données à caractère personnel sont les suivantes :

- Si vous contestez l'exactitude d'une donnée à caractère personnel le temps que nous puissions vérifier l'exactitude de cette donnée ;
- Si nous traitons vos données à caractère personnel de manière illicite et que vous vous opposez à leur effacement et préférez, à la place, que nous limitions ce traitement.

Si la limitation du traitement n'est plus d'application, nous vous en informerons.

F. Droit d'opposition

Lorsque nous traitons vos données dans le cadre de nos intérêts légitimes ou lors de nos missions de service public, vous pouvez vous opposer à ces traitements dès lors que votre situation particulière permet de le justifier.

Nous ne traiterons donc plus vos données pour ces finalités à moins que nous ne démontrions qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts et droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

La signification d'une décision de justice nous amène typiquement à traiter des données à caractère personnel tout en permettant l'exercice de droits en justice d'un justiciable.

G. Droit de retirer votre consentement

Lorsque nous traitons vos données sur la base de votre consentement préalable, vous avez le droit de retirer votre consentement à tout moment. Le retrait de votre consentement ne compromet toutefois pas la licéité des traitements fondés sur votre consentement que nous avons effectués avant ce retrait.

H. Droit de ne pas faire l'objet d'un traitement automatisé, y compris le profilage

Dans le cas où vous estimez qu'une décision qui vous concerne a été prise uniquement sur une base automatisée, c'est-à-dire sans aucune intervention humaine, et que cette décision produit des effets juridiques ou qu'elle vous affecte de manière significative vous pouvez nous contacter car vous avez droit à ne pas faire l'objet de telle décision.

Notez que de telles décisions sont possibles si elles sont nécessaires à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat entre nous ou si vous y avez consenti explicitement. En outre, si la loi nous y autorise, nous pouvons traiter vos données de manière automatisée.

De manière générale, nous n'estimons pas que de telles décisions sont prises au sein de LEROY & PARTNERS mais n'hésitez pas, le cas échéant, à nous contacter et nous nous ferons un plaisir de vous éclairer.

VIII. Comment exercer vos droits ?

A. Demande

Vous pouvez exercer vos droits en nous envoyant votre demande soit par courrier à l'adresse Avenue de la Couronne, 358 à 1050 Bruxelles, soit par email à l'adresse dpo@leroy-partners.be.

B. Identification

Afin de pouvoir vous aider à faire respecter vos droits, nous devons vérifier que votre demande concerne bien vos données à caractère personnel.

Nous sommes susceptibles de vous demander des informations supplémentaires dès lors que nous ne pouvons vous identifier avec les informations que nous avons en notre possession, et peut-être, si nécessaire, une copie de votre carte d'identité.

C. Dans quel délai répondons-nous ?

Nous nous engageons à revenir vers vous dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans le mois de votre demande.

Nous pourrions être obligés d'étendre cette période à deux mois dans l'hypothèse où votre demande est complexe et que nous sommes confrontés à une surabondance de demandes. Si une telle situation venait à se produire, nous vous informerons des raisons de ce retard.

Généralités

IX. Sécurité des données

Nous mettons en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adéquat quant au traitement de vos données à caractère personnel. Ce niveau de sécurité est établi sur base des risques présentés par le traitement et la nature des données à protéger.

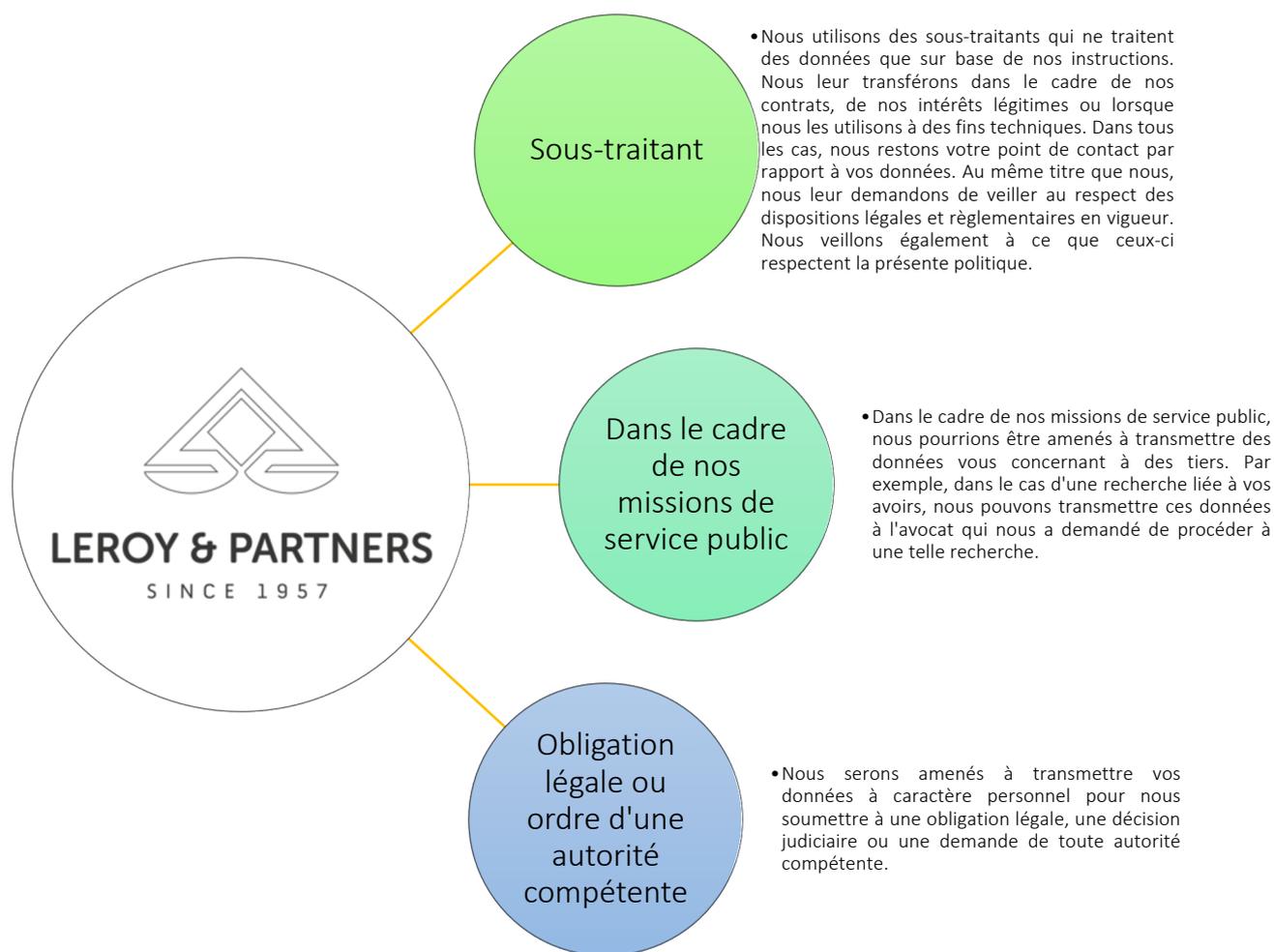
Nous avons mis en place des mesures de sécurité appropriées pour protéger vos données à caractère personnel, notamment, contre la perte, le vol, l'usage abusif ou l'altération des informations reçues, la divulgation ou l'utilisation non autorisée de vos données à caractère personnel.

Dans l'éventualité improbable et malheureuse où vos données à caractère personnel que nous contrôlons devaient être compromises en raison d'une violation de la sécurité de l'information, nous nous engageons à agir rapidement afin d'identifier la cause de cette violation et à prendre les mesures de remédiation adéquates.

Si nécessaire, conformément à la loi en vigueur, nous vous informerons de cet incident.

X. Transfert à des parties tierces

Il existe trois cas principaux dans lesquels nous serions amenés à transférer vos données à des tiers. Sauf exception, vos données ne sont jamais transmises en dehors du territoire belge, les huissiers de justice ayant une compétence territoriale strictement définie, sous réserve de ce qu'ils peuvent être tenus, les cas échéant, de devoir s'adresser un confrère local.



XI. Contact, modification, droit applicable et Délégué à la Protection des données



LEROY & PARTNERS est votre premier contact si vous avez des questions relativement à la protection de la vie privée ou par rapport à cette politique.

Avenue de la Couronne, 358 à 1050 Bruxelles

dpo@leroy-partners.be

Nous nous réservons le droit de modifier à tout moment les dispositions de la présente politique. Nous publierons les modifications directement sur notre site web.

Cette politique est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente politique sera soumis au droit belge et relèvera de la compétence exclusive des tribunaux francophones de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Si vous le souhaitez, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données.

dpo@leroy-partners.be

XII. Réclamation et plainte auprès de l’Autorité de Protection des Données ou des tribunaux belges

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de l’Autorité de protection des données à l’adresse suivante :

Autorité de protection des Données	Rue de la Presse, 35 - 1000 Bruxelles	
	+ 32 2 274 48 00	
	+ 32 2 274 48 35	
	contact(at)apd-gba.be	

Pour de plus amples informations sur les plaintes et voies de recours possibles, nous vous invitons à consulter les informations disponibles sur le site de l’Autorité de protection des données : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be>.

En outre, vous avez toujours la possibilité de porter plainte devant le Tribunal de premier instance de Bruxelles.